

International Council of Women
Conseil International des Femmes
13, rue Caumartin
75009 Paris - France
e-mail: icw-cif@wanadoo.fr

Elisabeth

GA/01/1

Paris, 15 January 2001



ICW 29th GENERAL ASSEMBLY
29^{ème} ASSEMBLEE GENERALE DU CIF
HELSINKI, FINLANDE
2nd - 8th July 2000 – 2-8 juillet 2000

Theme: "Women and the Culture of Peace"
Thème: "Les Femmes et la Culture de la Paix"

ICW RESOLUTIONS
RESOLUTIONS DU CIF

N° 1

EconomicsTOBIN TAX

(original English)

Being aware that Noble prize-winning economist James Tobin has proposed a small tax (in the area of 0.1%) as a means of slowing down short-term currency speculation across national borders;

Also aware, that international short-term currency speculation has led to massive destabilization of certain national currencies;

Concerned, that international speculators have become more powerful than elected governments, creating an erosion of democracy in many parts of the world and currency runs can spread from one country to another endangering the global financial system;

Recognizing that such a small tax would have no appreciable effect on long-term investment on which real economic growth is usually based; and it has been estimated that such a tax would raise \$176 billion a year, which could be used for such purposes as international development and environmental clean-up;

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

States its support of an international initiative to implement, across the international community, a tax on international financial transactions; and

Urges its permanent and accredited representatives to the United Nations to actively support a tax on international financial transactions, implemented across the international community; and

Also urges its member National Councils to press their respective governments to implement, in conjunction with the international community, a tax on international financial transactions.

N° 1

EconomieTAXE TOBIN

(original anglais)

Rappelant que le prix Nobel d'économie James Tobin a proposé l'instauration d'une taxe peu élevée (d'environ 0,1%) en vue de ralentir la spéculation à court terme qui se fait sur les monnaies entre les frontières nationales;

Constatant en outre que la spéculation à court terme sur les monnaies à l'échelon international engendre une déstabilisation importante de certaines monnaies nationales;

Déplorant que les spéculateurs internationaux sont devenus plus puissants que les gouvernements élus, ce qui menace la démocratie dans beaucoup de régions de la planète et que la flambée spéculative sur une monnaie peut se propager d'un pays à l'autre menaçant ainsi le système financier mondial;

Reconnaissant qu'une taxe si faible n'aurait pas d'effet significatif sur l'investissement à long terme, qui constitue habituellement un des facteurs essentiels de toute croissance économique réelle; et que le montant annuel généré par cette taxe a été estimé à 176 milliards de dollars, qui pourraient être affectés au développement international ainsi qu'au nettoyage de l'environnement;

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Déclare apporter son soutien à une initiative internationale visant à imposer, à l'ensemble de la communauté internationale, une taxe sur les transactions financières internationales; et

Exhorte ses représentantes accréditées et ses représentantes permanentes auprès du système des Nations Unies à soutenir activement l'imposition d'une taxe sur les transactions financières internationales à l'ensemble de la communauté internationale; et

Exhorte en outre ses Conseils Nationaux membres à faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin que ceux-ci imposent, en collaboration avec la communauté internationale, une taxe sur les transactions financières internationales.

N° 2

ECONOMIC SOVEREIGNTY & FAIR LABOUR PRACTICES

(Update of Economic Resolution Nairobi 1979)

(original English)

- Recognizing** that rules enforced by the World Trade Organization (WTO) do not take into consideration the social or environmental consequences of business practices, that the WTO does no gender analysis and has not been effective in preserving cultural sovereignty;
- Aware** that businesses are forced to compete with Corporations that abuse human rights, e.g. the use of child labour and sweat shops;
- Aware also** that cooperation between Non Governmental Organizations (NGO's) and sovereign states can bring pressure for corporate responsibility and enforceable international codes of business practices;

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- Calls** on its permanent and accredited representatives to The United Nations to support the work of the United Nations in implementing Agreements, Conventions and Declarations which:
- develop and maintain the capability of implementing social environmental and cultural programs;
 - strengthen the role of labour internationally;
 - fight against labour practices which abuse human rights; and further
- Urges** all member National Councils to press their respective governments to work to:
- develop and maintain their capability for implementing social, environmental and cultural programs;
 - strengthen the role of labour internationally;
 - fight against labour practices which abuse human rights.

N° 2 SOUVERAINETE ECONOMIQUE ET PRATIQUES DE TRAVAIL EQUITABLE

(actualisation de la résolution sur l'Economie de Nairobi, 1979)

(original anglais)

- Reconnaissant** que les règles appliquées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne tiennent pas compte des conséquences sociales ou environnementales des pratiques commerciales, que l'OMC ne fait pas d'analyse en fonction des sexes et qu'elle n'a pas réussi à préserver la souveraineté culturelle ;
- Constatant** que les entreprises doivent livrer concurrence à des sociétés qui ne respectent pas les droits de la personne, p. ex. en faisant travailler des enfants et en exploitant les travailleurs;
- Constatant en outre** que la collaboration entre les organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Etats souverains peut inciter les entreprises à agir de façon plus responsable et favoriser l'adoption de codes de pratiques commerciales à l'échelon international;

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- Appelle** ses représentantes accréditées et ses représentantes permanentes auprès des Nations Unies à soutenir les efforts de l'Organisation en vue de mettre en avant des ententes, des conventions et des déclarations qui favorisent:
- le développement et le maintien de la capacité de mise en œuvre de programmes sociaux, environnementaux et culturels;
 - l'accentuation du rôle du mouvement syndical à l'échelle internationale;
 - la lutte contre les pratiques de travail qui ne respectent pas les droits de la personne; de plus
- Exhorte** tous les Conseils nationaux membres à faire pression auprès de leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci favorisent :
- le développement et le maintien de leur capacité de mise en œuvre de programmes sociaux, environnementaux et culturels;
 - l'accentuation du rôle du mouvement syndical à l'échelle internationale;
 - la lutte contre les pratiques de travail qui ne respectent pas les droits de la personne.

N° 3 CANCELLATION OF UNSUSTAINABLE DEBT OF THE POOREST LESS-DEVELOPED COUNTRIES (update of Economic resolution Bangkok 1991)
(original English)

Recognizing that some of the Less Developed Countries (LDCs) of the world carry an increasingly unsustainable multilateral debt load;

Concerned that Structural Adjustment Programs (SAP) tend to serve the interests of creditors, often at the expense of the development of environmentally sound, sustainable economies;

Also Concerned that women in LDCs tend to be further marginalized and impoverished by the macro-economic thinking on which SAPs are based;

Convinced that the remission of multilateral debt owed by the poorest LDCs is both economically feasible and socially imperative,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

States its support of the cause of debt cancellation of the poorest LDCs in its relationship with the United Nations and its agencies;

Calls on its permanent and accredited representatives to the United Nations to actively support the cause of debt cancellation of the poorest LDCs in their activities with the U.N.; and

Further urges its member National Councils in developed countries to press their respective governments to support the cause of debt cancellation of the poorest LDCs.

N°3 ANNULATION DE LA DETTE INSOUTENABLE DES PAYS LES PLUS PAUVRES PARMI LES PAYS EN DEVELOPPEMENT
(actualisation de la résolutions sur l'Economie de Bangkok, 1991)
(original anglais)

Reconnaissant que les dettes multilatérales accumulées par certains des pays en développement (PED) dans le monde leur imposent un fardeau de plus en plus lourd qui nuit à leur développement;

Déplorant que les programmes d'ajustement structurel (PAS) semblent davantage servir les intérêts des créanciers, souvent au détriment du développement d'une économie durable qui ne nuise pas à l'environnement;

Déplorant en outre que les femmes des PED risquent d'être marginalisées et de s'appauvrir davantage en raison de la doctrine macro-économique à la base des PAS ;

Convaincu que l'annulation des dettes multilatérales des PED les plus pauvres est une mesure économiquement réalisable et qui s'impose sur le plan social,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Affirme son appui en faveur de l'annulation de la dette des PED les plus pauvres dans ses relations avec les Nations Unies et ses organismes subsidiaires ;

Demande à toutes ses représentantes accréditées et à toutes ses représentantes permanentes auprès des Nations Unies de soutenir activement l'annulation de la dette des PED les plus pauvres dans leurs activités avec l'ONU; et

Exhorte en outre les Conseils nationaux membres des pays développés à faire pression auprès de leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci donnent leur appui à l'annulation de la dette des PED les plus pauvres.

N° 4

Environment and Habitat (cross reference Health)**GENETICALLY MODIFIED ORGANISMS**

(original French)

- Recalling** previous resolutions, notably the resolution adopted at Vienna in 1973, in favour of the protection and conservation of plant species, also the resolution adopted at Bangkok in 1991 on the deterioration of the human environment;
- Considering** with concern the development of genetically modified organisms by the new technologies;
- Having studied** the possible consequences on the human being and animals nurtured on modified cereals and legumes, for example making them insensitive to pesticides or even chemical products or medication;
- Conscious** of the risks that insufficient studies of the genetically modified organisms (GMO) present to the health of both humans and animals,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- Urges** the affiliated National Councils
1. to call on their appropriate authorities in their respective countries to demand the suspension of all new authorisation on the marketing of these products, while waiting for the establishment as soon as possible, of guaranteed regulations labelling in detail the effects of these GMO
 2. to recommend a world-wide moratorium of 10 years before any authorization is given to the purchase of Genetically Modified Organisms.

N°4

Environnement et Habitat (voir aussi Santé)**ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES**

(original français)

- Rappelant** les résolutions antérieures, notamment la résolution adoptée à Vienne en 1973 en faveur de la protection et de la conservation des espèces végétales ainsi que la résolution adoptée à Bangkok en 1991 sur la détérioration de l'environnement humain ;
- considérant** avec inquiétude le développement des cultures d'organismes génétiquement modifié (OGM) par les nouvelles technologies ;
- ayant étudié** les conséquences possibles sur l'être humain et les animaux de nourritures telles que céréales et légumes modifiés, par exemple de façon à devenir insensibles aux pesticides ou même productrices de produits chimiques ou de médicaments ;
- conscient** des risques insuffisamment étudiés que présentent les OGM pour la santé des êtres vivants (humains et animaux),

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- Exhorte** ses Conseils Nationaux affiliés:
1. à faire pression sur leurs gouvernements respectifs aux fins de suspendre toute nouvelle autorisation de mise sur le marché de tels produits en attendant que soit établie, dans les plus brefs délais, une réglementation garantissant un étiquetage détaillé et fiable des OGM utilisés ;
 2. à recommander un moratoire de dix ans avant toute autorisation de mise sur le marché d'organismes Génétiquement Modifiés.

N° 5

HealthBIOTECHNOLOGIES

(original French)

Considering the recent and important progress of science in matters of genetics;
Fearing the dangers of a genetic genus unbridled and out of control;
Recalling the ICVW resolution adopted in Ottawa on the Human genome and the Rights of the Human Person;

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

Urges the National Councils to bring to the attention of their governments and competent authorities the necessity:

1. To manage biotechnologies by effective and humane rules and in conformity with human rights especially in matters of cloning;
2. To forbid the use of an individual's genetic code without his/her consent and in particular to reject all arrangements aimed at using genetic criteria as a requirement in order to have access to employment;
3. to ensure that within the framework of international cooperation, developing countries should engage in and participate in research into human biology and genetics, taking into account their own specific problems.

N°5

SantéBIOTECHNOLOGIES

(original français)

Constatant les progrès récents et importants de la science en matière de génétique ;
Redoutant les dangers d'un génie génétique débridé et non contrôlé ;
Rappelant la résolution du CIF adoptée à Ottawa sur le génome humain et les Droits de la Personne Humaine,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Demande à ses Conseils Nationaux d'attirer l'attention de leurs gouvernements et des autorités compétentes sur la nécessité :

1. de mieux gérer les biotechnologies par une réglementation efficace et humaine, notamment en matière de clonage,
2. d'interdire l'utilisation de la carte génétique d'un individu sans son consentement et en particulier de rejeter toute disposition visant à introduire des critères génétiques pour l'accès à l'emploi,
3. de s'assurer dans le cadre de la coopération internationale que les pays en développement puissent mener, compte tenu de leurs problèmes spécifiques, des recherches en biologie et génétique humaines.

N° 6 **International Relations and Peace** (cross reference U.N.)

INTERNATIONAL RELATIONS AND PEACE (original French)

Conscious of the inhumane and degrading treatment inflicted on women and young girls victims of armed conflicts;
Condemning in particular systematic rape as well as ethnical purification, used as weapons in war time;
Recalling the resolutions passed by ICW General Assemblies for more than a century, (The Hague 1899, Toronto 1909 and Rome 1914),

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

Urges affiliated Councils to press their respective governments:

1. to prevent conflicts from breaking out by exercising tolerance, using dialogue, mutual understanding based on the recognition of the rights of self-determination and on the establishment of a fruitful collaboration;
2. to support the efforts of the United Nations in favour of the peaceful resolution of conflicts;
3. to see that the perpetrators of such systematic rapes are prosecuted by the appropriate authorities under the United Nations.

N°6 **Relations Internationales et Paix** (voir aussi O.N.U.)

RELATIONS INTERNATIONALES ET PAIX (original français)

Conscient des traitement inhumains et dégradants dont les femmes et les fillettes sont trop souvent victimes au cours des conflits armés ;
Condamnant en particulier le viol systématique utilisé comme arme de guerre ainsi que la purification ethnique ;
Rappelant les résolutions votées dans les Assemblées Générales du CIF depuis plus d'un siècle (La Haye 1899, Toronto 1909, Rome 1914),

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Demande instamment à ses Conseils affiliés d'insister auprès de leurs Gouvernements respectifs afin :

1. de prévenir l'éclatement des conflits par la tolérance, le dialogue, les ententes mutuelles basées sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination ainsi que l'établissement d'une collaboration fructueuse,
2. de soutenir les efforts des Nations Unies en faveur de la résolution pacifique des conflits,
3. de veiller à ce que les auteurs de ces viols systématiques soient traduits en jugement sous l'autorité des Nations Unies.

N° 7

International Relations and Peace**APPEAL FOR PEACE**

(original English)

Asserting that the status of women depends on Equality, Development and Peace;

Regretfully admitting that most disturbing condition of violence and violations of human rights prevailing all over the world are having a traumatic affect on women and children;

Knowing that Governments may lack the political will and honesty to settle differences peacefully,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

Appeals to all people of goodwill throughout the world to strive for resolving differences through conferences, dialogue and negotiations and condemn the gross and blatant violations of human rights in situations of armed conflict in the world;

Calls upon NGO'S, educational institutions and international bodies to incorporate peace and education in their programmes to work for the implementation of the Beijing Plan of action through national plans of action, and resolve to eradicate violence, terrorism prejudice and sectarian and ethnic strife in every part of the world.

N°7

Relations Internationales et Paix**APPEL POUR LA PAIX**

(original anglais)

Affirmant que l'amélioration de la Condition de la Femme dépend de l'Egalité, du Développement et de la Paix ;

Reconnaissant à regret que les conditions très troublantes de violence et de violations des droits humains prédominant partout dans le monde ont un effet traumatisant sur les femmes et les enfants ;

Sachant que les Gouvernements peuvent manquer de volonté politique et d'honnêteté pour résoudre les différents d'une manière pacifique,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Fait appel à toutes les personnes de bonne volonté du monde entier pour qu'elles s'efforcent de résoudre les différents par le dialogue, en tenant des conférences et en menant des négociations et condamne les graves violations perpétrées à l'encontre des Droits Humains dans toutes les régions du monde déchirées par la guerre ;

Appelle les Organisations non gouvernementales, les institutions en charge de l'éducation ainsi que les organismes internationaux à incorporer dans leurs programmes de travailler à la mise en œuvre du Plan d'Action de Beijing par l'intermédiaire de leurs plans d'action nationaux et de prendre la résolution d'éradiquer la violence, les préjugés dus au terrorisme, les conflits sectaires et ethniques dans toutes les parties du monde.

N° 8

International Relations and Peace
(cross reference Human Rights, Women)

**ESTABLISHMENT OF A SECRETARIAT FOR THE UNITED NATIONS SPECIAL
RAPPORTEUR ON VIOLENCE AGAINST WOMEN** (original English)

Recognising	that there is urgent need to find durable solutions to the problems of violence against women in all societies;
Observing	the continuing escalation of violence world wide;
Applauding	the efforts of the Special Rapporteur in accordance with her mandate to seek from Governments clarifications and information on specific cases of alleged violence in order to identify and investigate specific situations and alleged violence against women, specifically gender based violence in any country;
Noting	the considerable scope of her work in follow-up and field missions for the purpose of finding solutions and making recommendations to ensure the protection of all human rights and fundamental freedoms of women,
Reiterating	its support for a Special Rapporteur on Violence Against Women and for a Secretariat for the Special Rapporteur,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

is urged	1. to use its consultative status to ensure the strengthening of the Secretariat,
	2. to encourage its National Councils to call upon their governments to support the initiative to establish a Secretariat,
	3. to ensure the protection of all human rights and fundamental freedoms of women.

N°8

Relations Internationales et Paix
(voir aussi Droits Humains, Femmes)

**CREATION D'UN SECRETARIAT POUR LE RAPPORTEUR SPECIAL DES
NATIONS UNIES SUR LA VIOLENCE A L'ENCONTRE DES FEMMES** (original anglais)

Reconnaissant	qu'il devient urgent d'apporter des solutions durables au problème de la violence exercée contre les femmes dans toutes les sociétés ;
Constatant Approuvant	l'escalade continue de la violence dans le monde entier ; chaudement les efforts réalisés par le Rapporteur Spécial dans le cadre de son mandat, pour chercher à obtenir des informations ou des clarifications de la part des gouvernements sur des cas précis de violence présumées afin d'identifier et d'enquêter sur des situations précises et des cas de violence présumée contre les femmes, en particulier de la violence sexospécifique dans n'importe quel pays ;
Notant	l'ampleur de sa tâche pour assurer le suivi et réaliser des missions sur le terrain ainsi que formuler des recommandations afin que soit assurée la protection de tous les droits humains et libertés fondamentales des femmes ;
renouvelant	son soutien au Rapporteur Spécial sur la Violence envers les Femmes et à un Secrétariat pour le rapporteur Spécial,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

s'engage	1. à faire usage de son statut consultatif pour participer à consolider l'efficacité du Secrétariat,
	2. à encourager ses Conseils Nationaux à faire appel à leurs gouvernements afin qu'ils soutiennent l'initiative de créer un Secrétariat,
	3. à assurer la protection de tous les droits humains et les libertés fondamentales des femmes.

N° 9

International Relations and Peace
cross reference U.N.

PROTECTION OF VICTIMS RAPE IN CONFLICT (original English)

- Reaffirming** Past Resolutions of ICW
Vancouver 1978
Bangkok 1991
Paris 1994
Ottawa 1997
- Recalling:** Geneva – Convention on Refugees (1951)
Nairobi – Women's World Conference (1986)
Beijing – Women's World Conference (1995)
New York – Optional Protocol CEDAW (1999)

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- Urges** the National Councils of Women to press their respective governments :
1. to protect the fundamental rights of women and children, victims of the violence of rape in time of war, by finding them refuge in another country which recognizes them and act to have them granted Refugee Status,
 2. to have that fundamental right reaffirmed by the United Nations, notably the Commission on Human Rights and by the Secretary General of the United Nations,
 3. to insist that this systematic violence be considered a crime against humanity by member states of the United Nations,
 4. to see that the perpetrators of such crimes be brought to justice through the auspices of the United Nations and International Court of Justice,
 5. that member states cooperate so that these victims of Rape in Conflict are protect from fear of reprisal in returning to their own country.

N°9

Relations Internationales et Paix
(voir aussi N.U.)

PROTECTION CONTRE LE VIOL EN TEMPS DE GUERRE
(original anglais)

- Réaffirmant** les Résolutions passées du CIF:
Vancouver 1978
Bangkok 1991
Paris 1994
Ottawa 1997
- Rappelant** la Convention de Genève sur les Réfugiés (1951)
Nairobi - la Conférence Mondiale sur les Femmes (1986)
Beijing - la Conférence Mondiale sur les Femmes (1995)
New York - le protocole additionnel à la CEDAW (1999)

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- Demande instamment** aux Conseils Nationaux affiliés de faire pression auprès de leurs gouvernements respectifs afin:
1. que le droit fondamental des femmes et enfants victimes de viol en temps de guerre à chercher refuge dans un autre pays soit reconnu et qu' ils puissent y bénéficier du statut de réfugiés,
 2. que ce droit fondamental soit réaffirmé par les Nations Unies notamment au sein de la Commission des Droits de l'Homme ainsi que par le Secrétaire Général des N.U.,
 3. que le viol systématique soit considéré comme un crime humanitaire indigne des états membres des Nations Unies,
 4. de veiller à ce que les auteurs de tels forfaits soient traduits en jugement sous l'autorité des Nations Unies,
 5. que les états coopèrent entre eux pour que les victimes du viol en temps de guerre bénéficient d'une protection contre des représailles éventuelles à l'occasion de leur rapatriement.

N° 10

International Relations and Peace
(cross reference Refugees)

AN INTERNATIONAL CONVENTION FOR HUMANITARIAN AID
(original English)

Being Aware	that the needs of civilians in war torn countries for food and medicine are not being met by the international community;
Also aware	that neither ignoring the situation nor applying across-the-board sanctions is a viable or humane solution;
Recognizing	that the United Nations High Commission for Refugees is limited in what it is able to do to bring relief to such people;.
Aware	that although it is difficult to enforce United Nations Conventions such Conventions add to the weight of statements made to the U.N. Security Council,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

States	its support for the establishment of an International Convention for Humanitarian Aid which ensures:
	a. food, medicine and aid will be exempt from economic sanctions,
	b. organisations and individuals which arm the offending parties be themselves subject to the International Criminal Court; and further

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

Urges	a. all ICW permanent and accredited representatives to the United Nations to work toward a global movement for the establishment of an International Convention for Humanitarian Aid in their work with the United Nations,
	b. all member National Councils to press their governments to support the establishment of an International Convention for Humanitarian Aid.

N°10

Relations Internationales et Paix
(voir aussi Réfugiés)

CONVENTION INTERNATIONALE POUR L'AIDE HUMANITAIRE
(original anglais)

Constatant	que la communauté internationale ne parvient pas à répondre aux besoins en nourriture et en médicaments des populations civiles qui vivent dans les pays déchirés par la guerre;
Constatant en outre	que le fait d'ignorer la situation ou d'appliquer des sanctions globales ne constituent pas une solution viable ou humaine;
Reconnaissant	que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés a une capacité d'intervention limitée pour soulager ces populations;
Constatant	que les Conventions des Nations Unies, malgré leur difficulté d'application, renforcent les déclarations faites par le Conseil de Sécurité des Nations Unies;

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Affirme	son soutien à l'établissement d'une Convention Internationale pour l'Aide Humanitaire qui permettra :
	a. de soustraire la nourriture, les médicaments et l'aide aux sanctions économiques,
	b. de déférer au Tribunal Pénal International les organisations et les personnes qui arment les parties en guerre; de plus

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Exhorte	a. toutes les représentantes accréditées et toutes les représentantes permanentes du CIF auprès des Nations Unies d'œuvrer en faveur de l'établissement d'une Convention Internationale pour l'Aide Humanitaire en collaboration avec les Nations Unies,
	b. tous les Conseils Nationaux membres à faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin qu'ils soutiennent l'établissement d'une Convention Internationale pour l'Aide Humanitaire.

N° 11

International Relations and PeaceARMS CONTROL (update Paris 1994, Ottawa 1997)
(original English)

- Noting that** while there was only one international war in 1998 but in the 40 internal wars 90% of deaths and injuries are estimated to have been from small arms which are part of conventional weapons. (These include revolvers, pistols, sub-machine guns, grenades and mortars, fuel-air explosives such as Molotov cocktails and napalm and shoulder launched anti-tank missiles);
- Also noting** small arms come from legitimate supply by governments, and by manufacturers who are given permission, or even encouraged to export, by their governments;
- Alarmed** that 300 companies in 50 countries make small arms which represents a 25% expansion in ten years;
- Recognising** on-going internal wars usually involve small arms and that in many countries they are a hedge against poverty, since they can be traded for food, shelter or transport,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- Is urged**
1. to work through the United Nations to improve and strengthen controls on the arms trade in order to achieve a more effective education in the production and trade of conventional weapons,
 2. to ask its National Councils to call upon their governments to use their influence in the international arena to advocate for greater controls in this production and trade,
 3. to ask National Councils to urge governments not to sell arms to countries that use children in armed conflict.

N° 11

Relations Internationales et PaixCONTROLE DES ARMEMENTS
(actualisation des résolutions de Paris 1994, Ottawa 1997)
(original anglais)

- Constatant** qu'il n'y a eu qu'un seul conflit international en 1998 contre 40 guerres civiles aux cours desquelles 90% des pertes en vie humaine sont attribuées à l'usage d'armes légères qui font partie de l'armement conventionnel (revolvers, pistolets, mitraillettes, grenades et mortiers, des explosifs tels que cocktails Molotov, napalm et missiles antichar portables) ;
- Notant aussi** que les armes légères sont fournies légalement par les gouvernements, ainsi que par les fabriques d'armement qui en reçoivent l'autorisation quand elle ne sont pas encouragées à le faire par leurs gouvernements ;
- Inquiet du fait** que 300 firmes industrielles situées dans cinquante pays ont contribué à l'augmentation de ces armes de 25% au cours des dix dernières années ;
- Reconnaissant** que dans ces guerres civiles incessantes on a eu recours d'une manière générale aux armes légères et que dans bien des pays elles représentent un rempart contre la pauvreté, servant de monnaie d'échange pour acquérir de la nourriture, un toit, ou un moyen de transport,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- S'engage à :**
1. travailler par l'intermédiaire des Nations Unies à améliorer et à renforcer les contrôles sur le commerce des armes, afin de parvenir à une éducation plus efficace dans la production et le commerce des armes conventionnelles,
 2. demander à ses Conseils Nationaux d'encourager leurs gouvernements respectifs à user de leur influence afin que soit instauré un contrôle efficace du commerce des armes,
 3. demander aux Conseils Nationaux d'exhorter leurs gouvernements respectifs à ne pas vendre d'armes aux pays qui utilisent les enfants dans les conflits armés.

N° 12

Laws and SuffrageSUPPORTING RATIFICATION OF THE ROME STATUTE ESTABLISHING THE INTERNATIONAL CRIMINAL COURT
(original English)

Aware that the Rome Statute establishing a permanent International Criminal Court has been assented to by a majority of States;

Further aware that the Rome Statute cannot come into effect until a majority of the States that assented in July 1998 have ratified their assent;

Bearing in mind that a small number of States continue their strong opposition to the establishment of the International Criminal Court,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

Urges all member national Councils whose governments have not yet assented to the Rome Statute Establishing the International Criminal Court to press their respective governments to assent and ratify the Statute as soon as possible; and

Further urges all member National Councils whose governments have assented to the Rome Statute Establishing the International Criminal Court to ratify their assent as soon as possible.

N° 12

Lois et SuffrageSOUTIEN A LA RATIFICATION DU STATUT DE ROME CREANT UN TRIBUNAL PENAL INTERNATIONAL
(original anglais)

Constatant que le Statut de Rome établissant un Tribunal Pénal International permanent a été approuvé par une majorité d'États;

Conscient en outre que le Statut de Rome ne peut entrer en vigueur tant que le nombre de ratifications nécessaires n'aura pas été atteint;

Relevant qu'un petit nombre d'États continue néanmoins à s'opposer fermement à l'établissement de ce nouvel instrument judiciaire,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Exhorte tous les Conseils Nationaux membres dont les gouvernements n'ont pas encore signé le Statut de Rome qui établit le Tribunal Pénal International à insister auprès de leurs gouvernements respectifs pour qu'ils signent et ratifient le statut de Rome aussi rapidement que possible, et

Exhorte en outre tous les membres des Conseils Nationaux des états ayant déjà signé le Statut de Rome établissant le Tribunal Pénal International à faire pression sur leurs gouvernements respectifs afin qu'ils procèdent sans délai à la ratification du Statut de Rome.

N° 13

Mass MediaNEW TECHNOLOGIES OF INFORMATION AND COMMUNICATION

(original French)

- Considering** that widespread availability of new technologies of information and communication have taken off so that they have become unavoidable in the world in which we evolve;
- Considering** that all fields, economic, social, educational, cultural, medical, administrative, are concerned with these new technologies;
- Noting** that even if such great progress had already been realized, -new technological innovations are to be foreseen (multimedia, spatial) that will permit greater access to information and an increase in use;
- Insisting** on the importance that this increase in use of new technologies represents for the population of developing countries as a mean of facilitating their access to a democratic life and of reducing the economic distance with industrialized countries,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- urges** National Councils:
- 1) to organize a "watch" on the democratic participation of people and of women in particular in all fields using new technologies,
 - 2) to participate with governmental bodies to the training of men and women of all ages in new information technologies,
 - 3) to urge international organizations (various agencies of the UN) private organizations, national organizations, to implement a voluntary policy to finance Research and Development taking into account the lack of infrastructure of many developing countries.

N° 13

Mass MediaNOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

(original français)

- Considérant** que les nouvelles technologies de l'information et de la communication ont pris un essor tel qu'elles sont devenues un élément incontournable du monde dans lequel nous évoluons ;
- Considérant** que tous les domaines, - économique, social, éducatif, culturel, médical, administratif... - sont concernés par ces nouvelles technologies ;
- Remarquant** que si de grands progrès ont déjà été réalisés, de nouvelles innovations technologiques sont à prévoir (multimédia, spatial...) qui permettront un plus large accès à l'information et une convivialité accrue dans son utilisation ;
- Insistant** sur l'importance que représente l'accès à l'usage des NTIC pour les populations des pays en développement comme moyen de favoriser leur accession à la vie démocratique et de réduire l'écart économique avec les pays industrialisés,

LE CONSEIL NATIONAL DES FEMMES

- Demande** à ses Conseils Nationaux :
1. d'organiser une "veille" sur la participation démocratique des populations et des femmes en particulier à tous les domaines d'application des NTIC,
 2. de participer avec les organismes gouvernementaux à la formation des hommes et des femmes de tous âges aux NTIC,
 3. demande aux organisations internationales (diverses agences de l'ONU), aux organisations privées, aux organisations nationales de mettre en œuvre une politique volontariste afin que les financements de la Recherche et du Développement prennent en compte le manque d'infrastructures de nombreux pays en voie de développement.

N° 14

Women (cross reference Social Welfare)**SECURING THE FUTURE FOR OLDER WOMEN**

(original English)

- Aware** of the effects of increasing human longevity, which results in growing numbers of older women in all populations;
- Recognizing** the value of older women in the community and the indispensable contribution which the more active of them make to the development of society at all levels;
- Recalling**
- the UN-Principles for Older Persons - res. 46/91 of 16 December 1991,
 - the International Plan of Action on Ageing, adopted by the World Assembly on Ageing and endorsed by the General Assembly in its resolution 37/51 of 3 December 1982,
 - the Vienna Declaration and Programme of Action adopted by the World Conference on Human Rights (1993),
 - the Programme of Action of the UN-World Conference on Population and Development (Cairo 1994),
 - the Declaration and the Plan of Action of the World Summit on Social Development in Copenhagen in March 1995,
 - the Declaration and the Plan of Action of the 4th World Conference on Women in Beijing in September 1995,
 - the Habitat Agenda of Istanbul (1996),
- Bearing in mind** the International Council of Women's past work on Older Women, including the resolutions of 1988 "Old Age" (adequate pensions, services, active participation) and 1994 "The Image of Ageing",

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- calls upon** its affiliated Councils to urge their respective governments and the competent authorities
1. to ensure the provision of retirement pensions for women which are adequate to meet their needs for food, clothing, shelter, health care and self-support;
 2. to provide for older women life-long appropriate educational and training programmes for the full development of their potential, taking into account changing socio-economic situations, technologies and culture;

N° 14

Femmes (voir aussi Action sociale)**ASSURER L'AVENIR DES FEMMES AGEES**

(original anglais)

- Conscient** des conséquences de la longévité grandissante des gens, qui a pour résultat un nombre croissant de femmes âgées chez tous les peuples;
- Reconnaissant** l'importance des contributions des femmes âgées pour la communauté ainsi que la contribution indispensable des plus actives d'entre elles au développement de la société à tous les niveaux;
- Rappelant**
- les Principes des Nations Unies pour les Personnes Agées - Res. 46/91 du 16 décembre 1991,
 - le Plan d'Action International pour les Personnes Agées adopté par l'Assemblée Mondiale pour les Personnes Agées et confirmé par l'Assemblée Générale dans sa résolution 37/51 du 3 décembre 1982,
 - la Déclaration et le Programme d'Action de Vienne, adoptés par la Conférence Mondiale sur les Droits de l'Homme (1993),
 - le Programme d'Action de la Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Population et le Développement (le Caire 1994),
 - la Déclaration et le Plan d'Action du Sommet Mondial pour le Développement Social à Copenhague en mars 1995,
 - la Déclaration et le Plan d'Action de la 4^{ème} Conférence Mondiale sur les Femmes à Pékin en septembre 1995,
 - l'Agenda d'Habitat d'Istanbul (1996),
- Rappelant** le travail déjà fait par le Conseil International des Femmes en ce qui concerne les femmes âgées, y compris les résolutions de 1988 / Personnes Agées (régimes de retraite satisfaisantes, installations, maintien dans la vie active) et de 1994 / L'Image du 3^{ème} Age,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- Appelle** ses Conseils Affiliés à faire pression auprès de leurs gouvernements respectifs et des autorités compétentes:
1. pour qu'ils assurent aux femmes des retraites suffisantes, qui puissent répondre à leurs besoins alimentaires, d'habillement, de logement, de soins de santé et leur permettent de se suffire à elles-mêmes,
 2. pour qu'ils procurent aux femmes âgées des programmes appropriés d'enseignement et de formation, pour le développement complet de leur potentiel, tenant compte des changements intervenant dans les situations socio-économiques, les technologies et la culture,

3. to promote the active role of women in society through intergenerational cooperation,
4. to provide a safer living environment for older women, where they can live with dignity, free of exploitation and physical and mental abuse.

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN further

Calls upon

its Affiliated National Councils to :

- 1 promote activities and projects at all levels of their Council work (national provincial/state, local community) which are intergenerational in aspect and which involve older persons in the planning of such activities and projects,
- 2 a) review and study all available material on the financial situation of older women produced nationally or by relevant organisations or UN-agencies; consider ways in which younger women may seek to ensure economic security in their old age,
b) facilitate seminars, workshops and study groups for younger women to aid them in the planning and preparation for a secure financial future,
- 3 encourage older women to continue to use their expertise and to expand their development through life-long appropriate educational and training programmes,
- 4 undertake an audit of local community conditions to determine if older women live in safety with dignity, free of exploitation and physical, mental and financial abuse.

3. pour qu'ils encouragent le rôle actif des femmes dans la société par la coopération entre les générations,
4. pour qu'ils fournissent un environnement de vie plus sûr aux femmes âgées, où elles puissent vivre dignement, préservées de l'exploitation et de l'abus mental et physique.

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

Appelle de plus ses Conseils Nationaux Affiliés:

1. à promouvoir des activités et des projets à tous les niveaux du travail de leur Conseil National (national, provincial, état, communauté locale), qui aient un caractère de coopération entre générations et qui impliquent des personnes âgées dans la planification de ces activités et projets,
2. a à réviser et étudier toutes les informations disponibles en ce qui concerne la situation financière des femmes âgées, fournies au niveau national ou par des organisations concernées ou des agences de l'ONU; à étudier les moyens par lesquels les jeunes peuvent chercher à s'assurer plus de sécurité économique pour leur vieillesse,
b à organiser des séminaires, des ateliers et des groupes d'étude, afin d'aider des femmes jeunes dans la planification et la préparation d'un avenir financier plus sûr,
3. à encourager les femmes âgées à continuer d'utiliser leurs compétences et à étendre leurs connaissances tout au long de leur vie par des programmes appropriés d'enseignement et de formation,
4. à faire un audit des conditions de la communauté locale afin de déterminer si les femmes âgées vivent en sécurité, avec dignité, préservées de l'exploitation et de l'abus physique, mental et financier.

N° 15

Social Welfare (cross reference Human Rights)**DISCRIMINATION AGAINST THE POOR**

(update Bangkok 1991, Ottawa 1997) (original English)

- Noting** that the international Council of Women embraces the principles of the Universal Declaration of Human Rights that states everyone has the right to a standard of living adequate for the health and well-being of oneself and one's family, including food, clothing, shelter, medical care, social services, security, education, culture and justice;
- Aware** that pronounced income disparity has a profound and adverse impact on the health and well-being of the population at large;
- Recognizing** that Structural Adjustment Programs, "free-market" economic policy reforms imposed on developing countries by the Bretton Woods Institutions (the World Bank and the International Monetary Fund) as a condition for receipt of loans, have an unduly harsh impact on women and their families,

THE INTERNATIONAL COUNCIL OF WOMEN

- Calls** on its permanent and accredited representatives to the United Nations to work strongly to eliminate any Structural Adjustment Programs which result in the impoverishment of large segments of the population, especially women and their families; and
- Urges** all member National Councils to press their respective governments to ensure that Human Rights Legislation include provisions to:
- eliminate discrimination on the basis of low income,
 - establish minimum standards for adequacy of income based on realistic costs for basic needs such as shelter, food, clothing, medical care,
 - establish minimum standards for adequate public programs, e.g. health education, recreation, etc.

N° 15

Action Sociale (voir aussi Droits Humains)**DISCRIMINATION ENVERS LES PAUVRES**(actualisation des résolutions de Bangkok 1991, Ottawa 1997)
(original anglais)

- Rappelant** que le Conseil International des Femmes endosse les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dont celui voulant que toute personne ait droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, les services sociaux, la sécurité, l'éducation, la culture et la justice;
- Constatant** que l'importante inégalité de revenus affecte de façon marquée la santé et le bien-être de la population en général;
- Reconnaissant** que les programmes d'ajustement structurel et les réformes économiques axées sur le « marché libre », imposés aux pays en développement par les institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale et le Fonds monétaire international) comme condition préalable à l'obtention de prêts, affectent très durement les femmes et leur famille,

LE CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

- Appelle** toutes ses représentantes accréditées et toutes ses représentantes permanentes auprès des Nations Unies à redoubler d'efforts pour éliminer tout programme d'ajustement structurel qui provoque l'appauvrissement de larges couches de la population, en particulier des femmes et de leur famille; de plus
- Exhorte** tous les Conseils Nationaux membres à faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour que ceux-ci incluent dans leur législation sur les droits de la personne des dispositions visant à :
- éliminer la discrimination fondée sur le faible revenu,
 - établir des normes minimales de revenu suffisants pour répondre aux besoins de base comme le logement, l'alimentation, l'habillement et les soins médicaux,
 - établir des normes minimales permettant la réalisation de programmes publics susceptibles de répondre aux besoins de la population en matière de santé, d'éducation, de loisirs, etc.

N° 16

WomenWOMEN AND PEACE BUILDING

(original English)

Concerned by the growing level of violence and the number of armed conflicts and women's often fragile situation within this context;

Encouraged by the many courageous and creative women's peace initiatives in different areas of the world;

Convinced that equality, development and peace are inextricably linked and that there can be no lasting peace without development and no sustainable development without full equality between women and men,

We the participants of the ICW General Assembly gathered in Helsinki, Finland, 2-8 July 2000,
COMMIT OURSELVES TO

Continue to work for the well being of all, including the most vulnerable groups of society, notably through confronting the root causes of conflicts and physical violence, poverty, injustice, inequality, ignorance and marginalization;

Continue to support national and international efforts to ensure girls right to education with a view to their empowerment and access to decision making;

Continue to promote peace education in and outside school systems that impart knowledge of human rights, democratic processes and skills of non-violent and gender sensitive conflict resolution;

With a view to establishing a focal point on women's contribution to fostering a culture of peace within ICW and encourage all National Councils to establish a national ICW focus on a culture of peace so as to strengthen ICW's action in this field and its cooperation with other peace initiatives.

N° 16

FemmesLES FEMMES ET LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

(original anglais)

Concernées par le niveau croissant de la violence et le nombre des conflits ainsi que par la situation souvent fragile des femmes dans ce contexte ;

Encouragées par les nombreuses initiatives, à la fois courageuses et créatives, des femmes en faveur de la paix dans différentes régions du monde ;

Convaincues que l'égalité, le développement et la paix sont liés de manière inextricable, et qu'il ne saurait y avoir de paix durable sans développement et pas de développement durable sans égalité entre femmes et hommes,

Les participantes à l'Assemblée Générale Triennale du Conseil International des Femmes, réunies à Helsinki, Finlande, du 2 au 8 juillet 2000,
S'ENGAGENT

à poursuivre leur action en faveur du bien être de tous, y compris les groupes les plus vulnérables de la société, en faisant face aux causes profondes qui sont à l'origine des conflits, de la violence physique, de la pauvreté, de l'injustice, de l'inégalité, de l'ignorance et de la marginalisation ;

à continuer d'apporter leur soutien aux efforts nationaux et internationaux pour assurer aux filles le droit à l'éducation afin qu'elles puissent accéder à l'autonomie et aient accès au processus de décision ;

à continuer à promouvoir, au sein des systèmes scolaires formels et informels, une éducation à la Paix qui apporte la connaissance des Droits de la Personne et du processus démocratique, ainsi que des méthodes non - violentes, et qui tiennent compte de l'égalité des sexes, à la résolutions des conflits ;

dans la perspective de l'établissement au sein du CIF d'un point focal sur la contribution des femmes à la promotion de la culture de la Paix et invitent tous les Conseils Nationaux à créer des points locaux nationaux sur la culture de la Paix, afin que soient renforcées l'action du CIF dans ce domaine et sa coopération à d'autres initiatives en faveur de la Paix.